

Marché n° 25-017 L02

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Vérifications périodiques et maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI), de l'éclairage de secours et des moyens de secours du siège de Réseau Canopé situé à Chasseneuil du Poitou

MARCHE PUBLIC COMPOSITE DE SERVICES

Passé selon les dispositions des articles R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 (AOO) et R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique concernant la partie à bon de commande.

1. GÉNÉRALITÉS

a. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la vérification périodique et la maintenance des installations concourant à la sécurité des bâtiments du siège de Réseau Canopé situé à Chasseneuil du Poitou vis-à-vis du risque d'incendie, conformément aux dispositions réglementaires et aux normes en vigueur à la date de notification du marché.

b. CONTENU DU MARCHÉ

Le présent marché est composé des prestations suivantes :

- Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie (S.S.I.) :
 - o Équipements de contrôle et de signalisation (E.C.S.)
 - o Tableaux de signalisation (T.S.)
 - o Détecteurs d'incendie (D.I.)
 - o Indicateurs d'action,
 - o Déclencheurs manuels (D.M.)
 - o Diffuseurs sonores et visuels
- Vérification périodique et maintenance des dispositifs de désenfumage,
- Vérification périodique et maintenance de l'éclairage de sécurité,

Les prestations à exécuter concernent :

- la prise en charge des installations techniques ;
- la conduite et surveillance des installations techniques ;
- la maintenance préventive (systématique et conditionnelle) de niveau 1 à 4 ;
- la maintenance corrective/curative de niveau 1 à 4.

Définition des niveaux de maintenance attendus :

1er Niveau :

Réglages simples prévus par le constructeur au moyen d'éléments accessibles sans aucun démontage ou ouverture de l'équipement, ou échanges d'éléments consommables accessibles en toute sécurité, tels que voyants ou certains fusibles, etc.

Commentaire : Ce type d'intervention peut être effectué par l'exploitant du bien, sur place, sans outillage et à l'aide des instructions d'utilisation. Le stock de pièces consommables nécessaires est très faible.

2ème Niveau :

Dépannages par échange standard des éléments prévus à cet effet et opérations mineures de maintenance préventive, telles que graissage ou contrôle de bon fonctionnement.

Commentaire : Ce type d'intervention peut être effectué par un technicien habilité de qualification moyenne, sur place, avec l'outillage portable défini par les instructions de maintenance, et à l'aide de ces mêmes instructions.

On peut se procurer les pièces de rechange transportables nécessaires sans délai et à proximité immédiate du lieu d'exploitation.

Note : un technicien est habilité lorsqu'il a reçu une formation (habilitation électrique, frigoriste, APSAD,...) lui permettant de travailler en sécurité sur une machine ou un équipement présentant certains risques potentiels, et est désigné pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés, compte tenu de ses connaissances et de ses aptitudes.

3ème Niveau :

Identification et diagnostic des pannes, réparations par échange de composants ou d'éléments fonctionnels, réparations mécaniques mineures, et toutes opérations courantes de maintenance préventive telles que réglages général ou réaligement des appareils de mesure.

Commentaire : Ce type d'intervention peut être effectué par un technicien spécialisé, sur place ou dans le local de maintenance, à l'aide de l'outillage prévu dans les instructions de maintenance ainsi que des appareils de mesure et de réglage, et éventuellement des bancs d'essais et de contrôle des équipements et en utilisant l'ensemble de la documentation nécessaire à la maintenance du bien ainsi que les pièces approvisionnées par le magasin.

4ème Niveau :

Tous les travaux importants de maintenance corrective ou préventive à l'exception de la rénovation et de la reconstruction. Ce Niveau comprend aussi le réglage des appareils de mesure utilisés pour la maintenance, et éventuellement la vérification des étalons de travail par les organismes spécialisés.

Commentaire : Ce type d'intervention peut être effectué par une équipe comprenant un encadrement technique très spécialisés, dans un atelier spécialisé doté d'un outillage général (moyens mécaniques, de câblage, de nettoyage, etc...) et éventuellement des bancs de mesure et des étalons de travail nécessaires, à l'aide de toutes documentations générales ou particulières.

c. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le marché impose au titulaire des obligations de résultats et des obligations de moyens.

Le titulaire s'engage à fournir toutes les prestations décrites au présent contrat et est tenu à une obligation de résultat.

Il doit livrer l'ensemble des installations en parfait état de fonctionnement en conformité avec la réglementation et les préconisations des fabricants. Il doit toutes les fournitures de base et les prestations nécessaires pour obtenir ce résultat.

d. DESCRIPTIF DES SITES

e. DIVERS

Le titulaire s'engage à assurer la maintenance de l'ensemble des équipements concernés par le présent CCTP, quel que soit la marque ou le type d'appareil.

Le Réseau Canopé aura la possibilité, durant la durée du présent marché, d'augmenter ou de diminuer le nombre d'équipements à contrôler sur les sites identifiés et/ou d'ajouter ou supprimer un site. Ces modifications feront l'objet d'un avenant au présent marché.

Les tarifs unitaires définis dans les annexes au présent CCTP permettront de calculer le nouveau montant du marché.

2. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

a. PLANNING D'INTERVENTION

Le titulaire se conforme obligatoirement au respect du planning et des délais d'intervention proposé lors de la phase de consultation. La plage d'intervention pour chaque type de vérification donné ne pourra pas excéder un mois calendaire.

En cas d'incompatibilité entre le planning prévisionnel transmis par le titulaire et les impératifs liés à l'activité de Réseau Canopé, celui-ci s'engage à prévenir, au minimum 4 semaines avant la date d'intervention, le titulaire afin de faire modifier le planning en conséquence.

Au minimum un mois avant chaque intervention, le titulaire doit confirmer les rendez-vous par mail ou par courrier l'acheteur.

b. HORAIRES

Réseau Canopé est ouvert du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00. Les interventions de maintenance préventive doivent être planifiées sur ces créneaux.

c. INTERLOCUTEURS

Le titulaire, communique l'identité de l'interlocuteur de Réseau Canopé pour chaque type de vérification listé en annexe de ce CCTP, le nom et les coordonnées (numéro de téléphone portable, @mail) de la personne responsable des vérifications.

Réseau Canopé assure l'accès aux installations et transmet au titulaire les éléments d'informations nécessaires à son intervention.

.

d. SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Le titulaire se conformera aux dispositions réglementaires applicables en matière de santé et sécurité au travail lors de l'intervention d'une entreprise extérieure dans une entreprise utilisatrice, et notamment les dispositions réglementaires prévues aux articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail.

À ce titre, un plan de prévention sera établi conjointement par le titulaire et le maître d'œuvre du Réseau Canopé après une visite des locaux. Ce plan de prévention sera mis à jour annuellement pendant la durée du contrat.

3. DÉTAIL DES PRESTATIONS

a. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE (ÉQUIPEMENTS DE CONTRÔLE ET DE SIGNALISATION, TABLEAUX DE SIGNALISATION, DÉTECTEURS D'INCENDIE, INDICATEURS D'ACTION, DÉCLENCHEURS MANUELS, DIFFUSEURS SONORES)

- i. Principaux textes applicables
 - 1. Code du travail, art. R4224-17
 - 2. Norme NF S 61-933 « système de Sécurité Incendie (SSI) – règles d'exploitation et de maintenance »
 - 3. Règle APSAD R7 « détection automatique d'incendie »
- ii. Périodicité
- iii. Nature des prestations

Semestrielle

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur au moment de la prestation, et particulièrement à la norme NF S 61-933 et à la règle APSAD R7. Ces prestations comprendront notamment, mais sans exhaustivité, les points suivants :

- Essais fonctionnels du système de détection incendie (S.D.I.)
 - Signalisation d'alarme feu par sollicitation :
 - De tous les détecteurs d'incendie
 - De chaque déclencheur manuel
 - Signalisation de dérangement
 - Essais T.R.E. (tableau répétiteur d'exploitation), T.R.C. (tableau répétiteur de confort)
- Essais fonctionnels du système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)
 - Maintenance fonctionnelle du S.M.S.I.
 - Contrôle de la fonction d'évacuation à coordonner avec le pôle prévention de Réseau Canopé
- Essais fonctionnels de l'équipement d'alarme

Un recensement précis des équipements concernés par la prestation sera effectué par le titulaire la première année du marché.

b. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES DISPOSITIFS DE DÉSENFUMAGE.

i. Principaux textes applicables

- code du travail, art. R4224-17
- Règle APSAD R17 « systèmes de désenfumage naturel »

ii. Périodicité

- Annuelle

iii. Nature des prestations

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur au moment de la prestation, et particulièrement à la règle APSAD R17. Ces prestations comprendront notamment, mais sans exhaustivité, les points suivants :

- Inspection visuelle de l'installation
- Vérification fonctionnelle de l'installation

Les installations devront être remise en état de fonctionnement à la fin de la prestation, notamment par un réapprovisionnement des installations en consommable.

iv. Sites et équipements concernés par la prestation

Un recensement précis des équipements concernés par la prestation sera effectué par le titulaire la première année du marché.

c. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DE L'ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ

i. Principaux textes applicables

- Code du travail, art. R4224-17
- Arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité

- arrêtés du 25 juin 1980, du 22 juin 1990, modifiés par les arrêtés du 19 novembre 2001, du 24 septembre 2009, du 11 décembre 2009 et des 25 et 26 octobre 2011
- Arrêté du 14 décembre 2011 relatif aux installations d'éclairage de sécurité
- Norme NF C 71-830 « maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité BAES et BAEH »

ii. Périodicité

- Semestrielle

iii. Nature des prestations

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur au moment de la prestation, et particulièrement à la norme NF C 71-830. Ces prestations comprendront notamment, mais sans exhaustivité, les points suivants :

Une fois par semestre :

- Vérification de l'autonomie d'au moins une heure

Une fois par an :

- Contrôle visuel de la présence secteur sur les blocs
- Contrôle de l'alimentation secteur des blocs
- Vérification de l'allumage des lampes d'éclairage de sécurité
- Vérification du fonctionnement de la télécommande
- Contrôle de l'autonomie réglementaire
- Contrôle des composants des BAES
- Aspect des accumulateurs
- Nettoyage de l'appareil, remplacement des étiquettes
- Rétablissement de l'alimentation secteur des blocs
- Collage étiquette de contrôle
- Remise du rapport de visite
- Inscription dans le registre de sécurité

iv. Sites et équipements concernés par la prestation

Un recensement précis des équipements concernés par la prestation sera effectué par le titulaire la première année du marché.

d. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES SYSTÈMES D'EXTINCTION AUTOMATIQUE

i. Principaux textes applicables

1. Code du travail, art. R4224-17
2. Norme NF S 61-933 « système de Sécurité Incendie (SSI) – règles d'exploitation et de maintenance »
3. Règle APSAD R7 « détection automatique d'incendie »

ii. Périodicité

Semestrielle et annuelle

iii. Nature des prestations

Les opérations de vérifications périodiques et de maintenances préventives seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur à la date de la prestation et particulièrement à la norme NF S 61-919 et à la règle APSAD R4.

Ces opérations feront l'objet d'un tarif forfaitaire comprenant :

- Une inspection visuelle des installations :
 - État de veille du DECT
 - Contrôle de la zone protégée et de son étanchéité pour s'assurer du maintien de la protection
 - De la quantité d'agent extincteur, en cas de perte > à 10%, le conteneur sera remplacé ou son contenu sera complété
 - Position des vannes
- Une vérification semestrielle :
 - Contrôle du bon matériel utilisé pour la mise en œuvre des éléments d'étanchéité du local (asservissements)
 - Essai fonctionnel du système d'extinction sans émission de gaz et vérification du bon fonctionnement des dispositifs de temporisation et d'alarme
 - Examen visuel de la tuyauterie, des diffuseurs (corrosion,...) et des conteneurs
 - Vérification du bon fonctionnement des vannes
 - Vérification des indications des manomètres, en cas de perte > à 10%, le conteneur sera remplacé ou son contenu sera complété
 - Vérification que la nature des matériaux et équipement des salles machines sont compatible avec l'agent d'extinction et les conditions prévues
 - Vérification que les conditions d'exploitation de l'alarme et d'intervention sont toujours conformes à l'analyse de risque initiale
 - Vérification du bon fonctionnement de la signalétique d'alarme.
- Vérification annuelle :
 - Vérification annuelle de l'intégrité du local à l'aide d'un essai à l'infiltromètre.

La réalisation et le résultat des opérations de maintenance préventive feront l'objet de rapports de vérification systématiques Q13.

Le titulaire tiendra également à jour le registre de sécurité du bâtiment et mentionnera :

- Les examens, inspections, essais et contrôles effectués,
- Les observations relevées,
- Les opérations de maintenance effectuées,
- Les travaux de mise en conformité jugés nécessaires (modifications, extensions,...)
- Tous les événements touchant le système (déclenchement injustifié, mise hors service, dérangement,...)
- Le nom du vérificateur et de l'intervenant.

Les opérations et les périodicités de maintenance indiquées sont à considérer comme un programme de maintenance minimum. Ce programme ne saurait en aucun cas être considéré comme exhaustif.

Sont comprises au présent marché, toutes les opérations de maintenance corrective de niveau 1 à .

Le titulaire s'engage, dans le cadre du montant forfaitaire, au remplacement à l'identique, par échange standard ou par fourniture en neuf, qui ne permettront plus de garantir la sécurité et la sûreté et de maintenir l'obtention des performances d'origine.

iv. Sites et équipements concernés par la prestation

La liste des équipements (annexe 2) est donnée à titre indicative. Un recensement précis des équipements concernés par la prestation sera effectué par le titulaire la première année du marché.

4. RÉSULTATS DES INSPECTIONS

a. RAPPORTS DE CONTRÔLE

Les interventions donneront lieu à la rédaction de rapports d'inspection, pour chaque site et pour chaque type de vérification listé dans le présent CCTP. Ces rapports seront conformes, le cas échéant, aux dispositions réglementaires applicables à chaque prestation mais devront contenir à minima les éléments suivants :

- La désignation de l'entreprise intervenante ;
- L'identité de la personne réalisant le contrôle ;
- La date de l'intervention ;
- Des renseignements généraux relatifs à la vérification ;
- Une liste récapitulative des observations ;
- Les observations relatives aux équipements contrôlés avec leur localisation précise ; ces observations comporteront, outre l'énoncé de la non-conformité, une préconisation de modification à réaliser pour y remédier.

Les rapports d'inspection seront remis, dans un délai de 4 semaines à compter de la date d'intervention :

- Sous format dématérialisé (pdf), par mail à l'adresse courriel à Réseau Canopé à l'adresse suivante : herve.bonnet@reseau-canope.fr
-

b. REGISTRE DE SÉCURITÉ

Après chaque intervention, le registre de sécurité du site concerné sera renseigné et signé par le titulaire.